

nuisse à sa reproduction. Il faudrait faire des expériences pour déterminer si ce râtelage est vraiment dangereux et, en l'occurrence, je recommande d'établir immédiatement des normes pour empêcher la destruction de l'industrie.

Cette mousse d'Irlande fournit un extrait précieux d'une substance appelée carrageen, très recherchée et dont la valeur actuelle atteint de \$2.75 à \$3 la livre. Ses usages sont illimités. Dans la seule industrie de transformation, elle sert à la fabrication du lait chocolaté, des déjeuners-éclair, des glaces, des garnitures pour tartes, des confiseries, de la bière, des desserts, des assaisonnements pour salades, des condiments et quantité d'autres produits alimentaires. Elle a aussi bien d'autres usages.

● (3.50 p.m.)

Une chose importante dont le ministère devrait se rendre compte, monsieur le président, c'est qu'aucun programme n'existe au Canada pour l'extraction du carrageen de la mousse irlandaise. La mousse sèche que nous récoltons sur nos côtes doit être exportée aux États-Unis ou au Danemark. Le précieux sous-produit qu'on appelle carrageen est extrait de la mousse et réexpédié au Canada pour y être utilisé. C'est ridicule.

On estime qu'une usine d'extraction commerciale pourrait être rentable moyennant un approvisionnement annuel de 16 millions de livres de mousse humide. Dans les Maritimes, nous avons récolté l'an dernier, je le répète, 79 millions de livres de mousse humide. Nous aurions donc pu approvisionner au moins quatre et peut-être cinq usines d'extraction dans la région. La substance en question aurait pu être extraite au pays et nous aurions pu l'exporter n'importe où, à un prix allant de \$1.75 à \$3 la livre, au lieu de l'importer après avoir d'abord exporté la mousse au Danemark ou aux États-Unis pour en faire faire l'extraction. Nous pourrions ainsi avoir une petite industrie florissante dans les Maritimes. Je prierais donc le ministère intéressé de songer sérieusement à la chose.

L'hon. M. Jamieson: Monsieur le président, dans des circonstances normales, je ne ferais pas entendre à la Chambre des remarques sur les prévisions budgétaires d'un collègue du cabinet. Mais dans ce cas particulier, je me sens des responsabilités distinctes et uniques, et un intérêt singulier, puisque je suis le ministre de Terre-Neuve. C'est pourquoi je

[M. McQuaid.]

demande à la Chambre, ou au comité, de m'accorder un peu de temps pour que j'esquisse quelques traits de la situation qu'on a, d'ailleurs fort justement, appelée la crise de l'industrie terre-neuvienne de la pêche.

Je veux complimenter les préopinants d'aujourd'hui, et notamment les députés de Shelburne-Yarmouth-Clare et de Bonavista-Trinity-Conception, pour la modération de leurs remarques et la valeur de leurs propositions. Je dirai immédiatement que je ne suis pas porté à les contredire sur l'abandon prolongé de l'industrie de la pêche.

M. Crouse: Monsieur le président, je pense que le ministre s'est trompé en parlant du député de Shelburne-Yarmouth-Clare. Je représente la circonscription de South Shore.

L'hon. M. Jamieson: Je vous demande pardon; j'aurais dû dire le député de South Shore. Les noms des circonscriptions changent sans cesse et j'ai du mal à m'y retrouver. Quoi qu'il en soit, je disais que je partageais l'avis des députés lorsqu'ils se plaignent de la négligence traditionnelle envers les pêcheries. C'est assez juste à mon avis.

Toutefois, ce n'est pas le gouvernement qu'il faut accuser de négligence. Je ne veux pas laisser entendre que la responsabilité incombe à l'une ou l'autre partie. Une des difficultés auxquelles nous nous heurtons au Canada depuis longtemps c'est que les gens, d'une façon générale, n'ont pas pris conscience de l'importance de la pêche. Les services d'information du gouvernement et d'ailleurs, n'ont pas su communiquer aux Canadiens les chiffres qu'a cités ce matin le député de South Shore à propos de l'importance économique de cette industrie pour notre pays. Je n'ai donc pas lieu de contester ce qu'on a dit à ce sujet.

Revenons aux débuts de l'industrie du poisson frais congelé. Il est évident qu'à quelques exceptions notoires près, c'est grâce aux placements des gouvernements provinciaux et fédéral que cette industrie a été lancée et à vrai dire qu'elle existe. J'examinais aujourd'hui certaines dépenses engagées de temps à autre aux paliers provinciaux et fédéral. Il est fort étonnant, pour quiconque n'est pas vraiment au courant de l'industrie, de voir à quel point les gouvernements ont participé à la création des usines, ont contribué à leur survie ou ont permis le transfert de propriété des usines pour le montant nominal de \$1 ou parfois légèrement plus.